

QUELLE LÉGALITÉ EN RÉGIME BOURGEOIS ?

INÉGALITÉS — PRIVILÈGES, NORMES ET DISCRIMINATIONS
— NOTRE RÉPONSE, LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT —
LEUR LÉGALITÉ ET LA NÔTRE.

UNITÉ COMMUNISTE DE LYON



QUELLE LÉGALITÉ EN RÉGIME BOURGEOIS ?

INÉGALITÉS — PRIVILÈGES, NORMES ET DISCRIMINATIONS
— NOTRE RÉPONSE, LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT —
LEUR LÉGALITÉ ET LA NÔTRE.

SOMMAIRE

Quelle légalité ?	page 7
Privilèges, normes et discriminations	page 10
La dictature du prolétariat, l'épée et le bouclier	page 11
Leur légalité et la nôtre	page 13

Cette brochure est une réponse à chaud à plusieurs événements qui ont défrayé l'actualité récente. Garde à vue de Nicolas Sarkozy, réforme de la SNCF et attaques contre les droits sociaux, mais également la mise sous tutelle de la faculté de Toulouse le Mirail et les agressions fascistes commises sous les ordres de la président de l'Université Montpellier III Paul Valéry contre les étudiants qui l'occupaient. Nous accordons notre solidarité à toutes celles et ceux qui subissent la répression de la bourgeoisie, des réactionnaires, des fascistes et des impérialistes partout dans le monde. Nous voulons également dire que cette répression est une norme du régime bourgeois, du capitalisme. Elle en est l'enfant naturel, un enfant à géométrie variable en fonction des classes sociales.

La bourgeoisie et les anticommunistes ne se sont jamais privés de se servir de la dictature du prolétariat comme d'un épouvantail pour dissuader les masses de rejoindre les organisations communistes. Insistant sur l'aspect «dictatorial», escamotant tout ce qui compose le caractère prolétarien des Etats socialistes, ces forces réactionnaires ont travesti et déformé le sens de cette forme nécessaire de pouvoir. Par effet de miroir, cela servait à légitimer leur ordre «démocratique» et légaliste. Et cela marche ! Par le truchement de l'Éducation Nationale, de ses programmes de propagande, ce sont des millions de jeunes qui ressortent chaque année avec une conviction ancrée dans leur esprit : la démocratie bourgeoise est le meilleur régime qui soit. L'acquisition de cette notion est le fil conducteur du programme d'Histoire du secondaire. Tout est mis en place pour y parvenir, depuis la légitimation de la république et de la démocratie — démocratie de propriétaires d'esclaves ! — dans l'Antiquité, jusqu'aux politiques de libéralisation des services publics, vus en terminale. Les régimes socialistes, fasciste et nazi sont traités dans le même chapitre, pour créer une impression de similitude et d'unité entre eux, renforçant la thèse de la gémellité entre eux, dans le but d'éloigner la jeunesse des idées communistes et de toute sympathie pour les expériences révolutionnaires. Tout est fait pour qu'un sentiment de positivisme émerge : l'Histoire va vers le mieux, vers le meilleur, et chaque année qui s'écoule nous rapproche d'une perfection idéaliste.

Il en ressort que même dans l'extrême-gauche, il réside un anticommunisme extrêmement fort, qui se traduit par le fait qu'il y a une sympathie pour les opposants aux régimes socialistes, furent-ils des fascistes comme Soljenitsyne, et qu'entre le socialisme et le régime bourgeois, nombre préférèrent ce dernier. Pourtant, un regard un tant soit peu sérieux sur les arguments de la bourgeoisie permet de voir que ceux-ci ne tiennent pas la route, et que, ironiquement, ils justifient totalement la dictature du prolétariat. Le mensonge craque régulièrement, et l'Histoire ne peut être intégralement bâillonnée. Ainsi, les crimes coloniaux transparaissent dans les manuels scolaires, tout comme les guerres et les massacres commis par la France et les impérialistes. Progressivement, le voile se lève sur le passé, lorsqu'il est jugé qu'il est suffisamment éloigné pour ne pas faire de vagues. Lorsqu'un regard un tant soit peu objectif pourra être posé sur l'époque que nous vivons, le mythe du positivisme s'effondrera immédiatement. Il ne fait nul doute que les générations futures ne pourront regarder l'époque que nous vivons, tant ici que dans le monde entier, que comme un âge de barbarie et d'injustice.

QUELLE LÉGALITÉ ?

Car l'injustice et la transgression de la légalité forment les bases du fonctionnement du régime bourgeois.

- **La maîtrise de l'appareil d'État et des instances décisionnelles a permis à la bourgeoisie, dès son arrivée au pouvoir avec la Révolution Française, d'édicter ses règles.** Elle a maquillé cela derrière une idée d'égalité stricte aux yeux de la Loi, déclarant que l'application de celle-ci correspond à un hypothétique intérêt général. Or, quelle communauté d'intérêt peut résider entre celui qui exploite et celui qui est exploité ? La prétendue égalité devant la loi n'est nullement résolue par un traitement «égal» par la justice, elle est au contraire aggravée. Cela n'est d'ailleurs pas une erreur, mais un objectif pour la bourgeoisie.
- **Dans les faits, les lois et les forces de l'ordre ne sont que des satellites du pouvoir bourgeois.** Les lois sont conçues pour assurer l'exploitation la plus pacifique et la plus efficace des forces des travailleurs et des travailleuses. C'est là où réside la notion d'ordre public. Celui-ci correspond à un idéal pour la bourgeoisie. Une société tournant à la perfection, permettant de maximiser le taux d'exploitation, sans heurts, sans conflits. L'ennui est que les contradictions propres au capitalisme jettent des poignées entières de sable dans les roulements de cette machinerie idéale. La concurrence au sein de la bourgeoisie elle-même, la baisse tendancielle du taux de profit, la paupérisation croissante des masses... Tout ce qui crée une tendance à l'entropie tend à parasiter et à nuire au bon fonctionnement de la société capitaliste «parfaite.» Jetant le peuple dans la misère, semant la mort et le chaos au travers du monde, elles forment le ferment du conflit.
- **La bourgeoisie a donc conçu ses outils dans le but de réprimer et d'écraser les masses. Marx parlait, dans *La guerre civile en France*, des détachements armés spéciaux de la bourgeoisie : la police.** Contrairement à ce que peuvent penser celles et ceux qui, comme Lutte Ouvrière, avaient fait le choix de soutenir les revendications des manifestants et manifestantes de la Police, les policiers ne sont pas des prolétaires sous l'uniforme. Ce sont des forces détachées des travailleurs, détachées des masses populaires, organisées dans le but stratégique principal de les réprimer. Fondamentalement, l'absence de condamnation des crimes et des meurtres commis par les policiers et policières contre les masses populaires, les Wissam ; les Adama ; les Théo... Sont le reflet de cette conception. Ces agents n'ont pas, aux yeux de la justice, commis un crime, ils ont simplement exercé avec trop d'intensité leur mission.
- **La bourgeoisie n'est pas stupide. Loin de là. Elle a créé un canevas légal offrant des «libertés fondamentales» et des «libertés constitutionnelles», mais elle s'est également doté des moyens de réduire leur possibilité d'expression.** L'utilisation pleine et entière des droits démocratiques concédés ou arrachés à la bourgeoisie se heurte à des obstacles, des pièges, des chausse-trappes. Si elles peuvent être suspendues, c'est qu'elles ne sont pas «fondamentales». Nous préférons leur donner leur véritable nom, qui est de «droits formels.» Cela les renvoie à leur véritable nature, qui est celle de droits formellement accordés par la bourgeoisie, mais qui n'ont qu'une valeur tout aussi formelle. Combien

de manifestations réprimées ? Combien d'arrestations arbitraires ? Combien de masses ? Combien d'intimidations, combien d'injures ? Combien de réquisition des travailleurs et des travailleuses sous la contrainte ? L'usage du droit de grève, surtout dans les secteurs essentiels de l'économie, se heurte à l'intervention de la police ou de l'armée pour éviter tout désagrément trop important, pour ne pas nuire aux rendements des investissements de la bourgeoisie. Lorsque les propos dérangeant, la censure n'est jamais loin, alors *quid* des actes ?

Un exemple dans le domaine universitaire illustre les limites des droits démocratiques. Les conseils d'administration sont censés être des instances décisionnelles et souveraines dans les décisions qu'elles prennent. Les élus, choisis au cours d'élections, sont théoriquement dépositaire d'un mandat donné par la communauté universitaire. Pourtant le jeu est truqué dès le début, puisque toute décision n'allant pas dans la droite ligne des directives de l'État peut entraîner la mise sous tutelle. En somme, si les choix « démocratiques » ne sont pas en accord avec des décisions prises par l'échelon supérieur, elles sont nulles et non avenues. Cette situation arrive à l'université du Mirail, où toutes les instances sont suspendues.

- **Mais lorsque l'arsenal légal ne suffit pas, la bourgeoisie et l'État n'hésitent pas à violer leur propre légalité, qui est celle qu'ils et elles ont imposée !** Parfois, l'application des lois et le respect de celles-ci deviennent une lutte. L'objectif derrière est toujours le même : maintenir ou accroître son profit, sa rentabilité. Non par une méchanceté atavique, mais bien par un sens aigu de ses intérêts de classe et d'individu au sein de celle-ci. La bourgeoisie a toujours vu le Droit du Travail comme une entrave, comme un bridage, de sa possibilité d'exploiter au maximum le prolétariat. Régulièrement, celui-ci, tant qu'il existe, est transgressé, y compris même dans les institutions et dans les administrations dépendantes de l'État. CDD à la chaîne, heures supplémentaires non payées, contrats frauduleux, conditions de travail et de sécurité terrifiantes... Etc. Les exemples ne manquent, hélas, pas. Le fait d'obtenir un respect de la loi est déjà un combat de chaque instant pour l'Inspection du Travail tout comme pour les Prud'hommes. Dans les néo-colonies, la situation est encore plus dramatique. Les grèves se sont succédées à Mayotte pour demander, l'an passé, l'application du Code. Dans les régions les plus écrasées par l'impérialisme français, il n'est pas question de droits, mais uniquement d'exploitation, de surexploitation.
- **En revanche, le népotisme, les arrangements entre amis, tout est bon pour offrir des coupes-filles, des droits de passage et des exemptions pour les bourgeois et leurs clans.** De nombreux articles sur les héritiers et héritières de places importantes ont montré que celles-ci et ceux-ci ne devaient leur place que grâce à ces arrangements. Leurs résultats scolaires étaient d'ailleurs exécrables. Ainsi, Jean Sarkozy a mis sept ans à réaliser sa Licence de Droit, en bénéficiant de dérogations exceptionnelles. Cela ne l'a pas empêché d'être pressenti pour diriger l'EPAD [Etablissement Public pour l'Aménagement de la région de la Défense] en 2009, fait évité *in extremis* par le tollé suscité.
- **Par ailleurs, la prétendue concurrence censée être au service des consommateurs est un mythe,** car il est nettement plus intéressant financièrement d'obtenir des arrangements et des alignements que de se mener la guerre — jusqu'à un certain point, il est vrai. Les pratiques anticoncurrentielles sont très régulièrement évoquées et pointées du doigt par les commissions de surveillance, mais les amendes d'apparence lourde (plusieurs centaines de millions d'Euros) sont sans commune mesure avec les bénéfiques, et ne forment qu'une somme forfaitaire à affranchir pour légaliser la tricherie. Les scandales des études truquées — sur l'obésité par la société Mars, mettant hors de cause le sucre dans les gains de poids ; ou sur la toxicité du diesel par Volkswagen — sont légion.
- **Pour les bourgeois et les bourgeoises, il est hors de question que l'argent extorqué par l'exploitation leur échappe.** Cette classe sociale n'a toujours pas digéré l'idée d'un impôt progressif, pendant qu'elle applaudit à deux mains la Cotisation Solidaire Généralisée et la Taxe sur la Valeur Ajoutée. Pourquoi ? Parce que ces deux dernières ne la concernent quasiment pas. L'argent des bourgeois ne sert pas principalement à la consommation, mais à l'investissement. Ces impôts les effleurent sans jamais réellement les impacter. Pour le reste, les paradis fiscaux et l'optimisation fiscale sont là pour amortir les cotisations. Les arrangements existent, permettant d'exempter d'impôts certains et certaines, comme ce fut le cas pour Liliane Bettencourt, alors première fortune de France. La bourgeoisie lorgne d'ailleurs sur les profits, mais n'apprécie guère les dépenses. L'idéal pour elle est de laisser les pertes et les dépenses aux frais des contribuables — auxquels elle ne participe pas ! — pour en privatiser les profits. Ainsi, la privatisation de la SNCF laissera l'entretien des voies à l'État, mais l'exploitation et les profits seront captés par les investisseurs. A l'époque de Mitterrand, les nationalisations ont servi, *de facto*, de bouclier contre les mauvais jours, avant d'être remises entre les mains des capitalistes, une fois l'embellie revenue.
- **Gare à celle ou celui qui oserait protester ou se révolter !** La loi est déjà un couperet d'une dureté terrible envers les faibles, tandis qu'elle est d'une douceur d'ange envers les puissants et les puissantes. La garde à vue de Nicolas Sarkozy est un exemple éclatant de traitement différencié des individus en fonction de leur catégorie sociale. « Du jamais vu » s'est exclamé l'avocat pénaliste Dupont-Moretti, devant le fait que Nicolas Sarkozy ait pu rentrer dormir chez lui et interrompre ainsi la garde à vue. Une ironie pour celui qui en faisait son sabre contre les révoltes populaires. Imaginerait-on une telle pusillanimité envers quelqu'un issu des milieux populaires ? Imaginerait-on une telle douceur, lorsque des affaires de viols en garde à vue sont légion, quant les blessures et les meurtres défraient régulièrement la chronique ? La bourgeoisie à tout les droits, même lorsqu'elle est accusée d'affaires de haute trahison, même lorsqu'on la soupçonne d'avoir eu sa campagne financée illégalement par Mouammar Kadhafi, même lorsqu'elle viole et est condamnée, comme un Roman Polanski, toujours libre et coulant des jours paisibles en France. Cette impunité, cette classe en use et abuse, par ailleurs, pour son divertissement, pour des affaires répugnantes. La bourgeoisie, cette classe pourrissante, se comporte en prédateur constant.
- **Lorsque la bourgeoisie passe devant la barre, les condamnations sont tellement ridicules qu'elles déshonorent définitivement ceux et celles qui les prononcent.** Les crimes les plus graves ne se paient que de sursis ou de peines de prison jamais exécutées.

Jérôme Cahuzac, ainsi, n'a pas passé une seule nuit en prison depuis sa condamnation. Et quant bien même ! La ségrégation sociale fait son œuvre en prison, où ces coqs en pâte bénéficient de quartiers privés, de visites, de droits exceptionnels, impensables pour les prisonniers et prisonnières de classe populaire, qui forment la très large majorité des condamnés.

Car, de l'autre côté de la barrière sociale, la transgression de la loi se paie chèrement, même lorsque la jurisprudence pourrait être favorable. Vouloir manger, vouloir échapper au froid, à la misère, peut se payer chèrement. Quelques pâtes volées pour nourrir une famille dans le dénuement peuvent valoir un séjour en prison. Pour peu que cela se conjugue avec une nationalité étrangère, cela peut se terminer tragiquement, car régulièrement la police transgresse les pouvoirs, déjà larges, qui lui sont accordés.

- **Les lois, qui écrasent déjà les masses populaires, dans leur contenu comme dans leur application, ne suffisent pas à la bourgeoisie pour écraser.** Grâce à sa possession d'un grand nombre de médias, grâce au fait que ses relais ministériels conçoivent les programmes et la propagande scolaire, elle a un poids considérable idéologiquement parlant. Ce n'est pas pour rien que Marx écrivait que « *les idées dominantes ne sont autre que les idées de la classe dominante.* » Quand cela ne suffit pas, elle invente l'information, ment sans la moindre vergogne. Récemment, la manière dont a été traité la question du statut des cheminots est une illustration de l'absence totale de respect de la part des politiciens de la bourgeoisie pour les masses populaires. Cela se reflète dans l'absentéisme massif, qui illustre le rejet de la politique bourgeoise par le peuple.
- **Lors des conflits sociaux, généralement la police et l'armée suffisent très largement à écraser toute contestation.** Mais parfois, les cadres légaux, bien que déjà largement en faveur des bourgeois et des bourgeoises, ne sont pas adaptés. Les exploiters se tournent alors vers des supplétifs pour faire le sale travail, hors des cadres légaux, hors-la-loi, mais dans un sentiment d'impunité total.
- **Les casseurs de grève, les agents provocateurs, les vigiles réactionnaires et les fascistes servent à cela. Ils et elles servent à compléter l'action répressive de la police, dans des cadres non-normés.** Plusieurs usines en France ont eu la visite de ces gros bras, notamment Alibert en 2000 ; Yoplait en 2002 mais également PSA ou Faurecia... Au niveau universitaire, un exemple vient de défrayer la chronique, puisque très tard le 22 mars, à l'université Paul Valéry de Montpellier, des supplétifs fascistes et des vigiles ont été envoyés par le doyen de la faculté de Droit pour briser l'occupation d'un amphithéâtre. Les brutes ont frappé les étudiants et les étudiantes à coup de lattes en bois, sous le regard goguenard des administratifs, avant de sortir devant une haie d'honneur faite par la police. Cela n'est pas sans rappeler la destruction des locaux syndicaux par la présidence de l'Université Lyon II en novembre 2007, ainsi que l'envoi de plusieurs syndicalistes devant un conseil de discipline digne des cours de Vichy. Ironie de l'histoire, l'action, mal préparée, s'est traduite par un retour de flamme terrible, contraignant le président à la démission. Ce ne sont que des exemples parmi d'autres.

- **L'État et la police eux mêmes cherchent, lorsque la situation leur paraît nécessaire, à provoquer les heurts qui permettent d'écraser un mouvement.**

Les scandaleuses action de « policiers-casseurs », maintes fois repérées et dénoncées, en sont l'illustration. L'usage, la aussi, des fascistes, mais également d'infiltrés et d'indics servent à créer les conditions qui permettent l'intervention des forces conventionnelles et permettent d'attaquer médiatiquement les mobilisations. L'État et le gouvernement ne sont absolument pas neutres par rapport à la question des mobilisations. Les institutions leur sont intégralement hostiles, car s'opposant à leur mission première : le maintien de l'exploitation maximale la plus pacifique possible.

- **Si les choses prennent une tournure réellement dangereuse pour les intérêts de la bourgeoisie, il ne fait aucun doute que celle-ci sera capable de faire passer la violence à un échelon supplémentaire.**

Pour le moment, les transgressions, même criminelles, restent une exception plus qu'une norme opérationnelle. Cependant, la frontière est très mince entre les deux. Contrairement à ce que pensent les réformistes-radicaux, les bourgeois et les bourgeoises ne lâcheront pas les moindres miettes, sauf sous la contrainte la plus terrible. Quant à laisser le pouvoir aux masses populaires... Lorsqu'une occupation d'amphithéâtre débouche sur un tabassage, que doit-on conclure sur la volonté de faire chuter de leur piédestal les exploiters ?

- **La bourgeoisie n'a jamais reculé devant les intimidations, les assassinats ou la mise en place de milices fascistes pour se défendre.** Il s'agit par ailleurs de la raison d'être du fascisme. Ce n'est pas par hasard que Eugène Schueller, le père de Liliane Bettencourt, fut un des fondateurs, avec Eugène Deloncle, de la Cagoule. L'un et l'autre voyaient dans cet outil un moyen d'écraser les luttes sociales, pour le bénéfice de la bourgeoisie. Contrairement à ce que pensent certains, la question du fascisme n'est pas strictement posée sous la forme de l'accession au pouvoir — de manière formelle — d'un parti fasciste. L'écrasement des mouvements révolutionnaires et des mouvements ouvriers n'a pas besoin du FN. Il n'a même pas besoin d'un régime raciste. Après tout les *Frei Korps* qui massacraient les révolutionnaires étaient le fruit d'un consensus allant de l'extrême-droite jusqu'au SPD — le Parti Socialiste Allemand.

Ce qui caractérise le fascisme, finalement, c'est la question du terrorisme érigé en moyen de maintenir l'exploitation. C'est cette transgression systématique de la légalité bourgeoise érigée en norme.

Pour reprendre Dimitrov : « *Le fascisme au pouvoir est, comme l'a caractérisé avec raison la XIIIe Séance Plénière du Comité exécutif de l'Internationale Communiste, la dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier.* » (Dimitrov, *Fascisme et classe ouvrière*, 1935.).

Déjà, dans les régions dominées par la France, l'ordre le plus abject règne. Assassinats à la sauvette d'orpaillers en Guyane, meurtres d'opposants aux laquais de la France, viols et prostitution d'enfants... Et lorsque les langues se délient, ceux qui osent briser l'omerta sont saqués, tel Anders Kompass, qui avait révélé les crimes de la France au Centrafrique. De toute manière, il n'existe pas d'autorité internationale capable

de pouvoir obtenir justice pour les victimes. Que peuvent les familles Rwandaises ou Libyennes contre l'Armée Française ?

Un jour ce traitement peut devenir aussi celui qui s'applique en métropole, avec l'accroissement de la misère, des tensions sociales, avec la casse violente de toutes les protections dont peuvent bénéficier les masses. La bourgeoisie, même à son corps défendant, sera contrainte d'utiliser cela pour conserver son pouvoir, conserver son ordre, conserver ses profits.

La question de l'absence réelle légalité à laquelle se contraint la bourgeoisie pose des questions sous-jacentes importantes.

Deux d'entre elles méritent d'être abordées :
celles des normes et des privilèges.

PRIVILÈGES, NORMES ET DISCRIMINATIONS

« Les idées de la classe dominante sont aussi à toutes les époques les idées dominantes ; autrement dit la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est aussi la puissance dominante spirituelle. La classe qui dispose des moyens de la production matérielle dispose du même coup des moyens de la production intellectuelle, si bien que, l'un dans l'autre, les pensées de ceux à qui sont refusés les moyens de production intellectuelle sont soumises du même coup à cette classe dominante. Les idées dominantes ne sont pas autre chose que l'expression idéale des rapports matériels dominants, elles sont ces rapports matériels dominants saisis sous forme d'idées, donc l'expression des rapports qui font d'une classe la classe dominante ; autrement dit, ce sont les idées de sa domination. » (Textes I (1845), Karl Marx (trad. R. Cartelle et G. Badia), éd. sociales, coll. « Classiques du marxisme », 1972, chap. *La conception matérialiste de l'histoire*, p. 109)

La bourgeoisie s'affranchit sans le moindre complexe de sa propre loi, nous l'avons noté plus haut. Elle n'hésite pas à violer sa propre légalité pour accroître sa domination, la renforcer, pour détruire les menaces et les obstacles qu'elle peut rencontrer dans sa quête fébrile du profit. La bourgeoisie ment. Les fascistes mentent. Il s'agit d'un point essentiel à garder à l'esprit. Si la vérité est gênante, ils l'occultent, la trahissent. A leurs yeux, les informations et la connaissance sont un moyen d'arriver à leur fins, rien d'autre. La question de la vérité est une question purement et simplement tactique. Elle est, en revanche, une question stratégique chez nous, car la vérité sur l'exploitation des masses, sur leur oppression, est toujours nécessaire à dire et à démontrer. La bourgeoisie ment constamment sur le mouvement ouvrier et sur le mouvement révolutionnaire. Elle occulte et révisé sans cesse l'histoire. Elle ment également sur ses objectifs, tant de le but de camoufler ses buts réels que d'instiller la division et la haine au sein des masses populaires.

« Diviser pour mieux régner. » Voilà sa méthode. Un des exemples est le fait de clamer haut et fort que les immigrés ou certaines catégories de travailleurs sont des privilégiés. Elle cherche à transformer des contradictions au sein du peuple en plaies purulentes, en gangrène, pour mieux exploiter. Ainsi, les mensonges sur le statu des cheminots, paravent de la privatisation de la SNCF, ont réussi à faire leur chemin. Et c'est là où la victoire idéologique est remportée : des travailleurs et des travailleuses, exploitées, vivant dans la misère, se liguent avec la bourgeoisie pour baisser le niveau de vie d'autres, sous prétexte, ironie suprême, d'égalité ! Pire, des précaires sans ressources, des réfugiés vivant sous les ponts sont taxés d'être des oies grasses, des profiteurs... Pendant ce temps, les violeurs et violeuses de lois, les accapareurs et accapareuses, les parasites

sociaux engrangent encore davantage et davantage de ressources. Alors que la logique la plus élémentaire voudrait que les désirs des exploités et exploitées soient d'être tous hissés au régime le plus favorable. Mais l'individualisme tire et nivelle par le bas les statuts sociaux. Au lieu de hisser les normes de travail vers le sommet, vers le meilleur, il ne s'agit plus que de faire de la misère le standard. La fragmentation politique, l'opportunisme, l'individualisme créent cette situation où, privés de compréhension sur la stratégie du gouvernement, de la bourgeoisie, les masses ne voient que par le petit bout de la lorgnette les attaques de celle-ci. Elles les perçoivent en termes de ce qui les concerne, de ce avec quoi elles sont en accord et de ce avec quoi elles sont en désaccord, sans comprendre que tout cet ensemble est un plan d'attaque cohérent et visant à les frapper dans leur intégralité. Chaque affaiblissement du front de lutte contre la bourgeoisie est une brèche dangereuse.

La question des privilèges s'est également invitée, sous une autre forme, dans les débats autour de la question des contradictions au sein du peuple. La question des privilèges sociaux est une question qui mérite qu'on s'y attarde pour qu'elle ne soit pas traitée d'une manière simpliste. Les inégalités de traitement des individus en fonction de certains critères sont de questions concrètes, réelles, qui ont une incidence sur la vie de tous les jours de centaine de millions d'individus sur la planète. Le racisme, le sexisme, l'homophobie, les oppressions que peuvent subir certains pans entiers de la population sont des questions qui ne s'écartent pas d'un revers de la main. Les luttes qui s'organisent contre celles-ci sont légitimes, indéniablement. Elle suscitent cependant un débat lorsqu'elles évoquent ces questions sous la forme de privilèges : privilège blanc ; privilège homme ; privilège cisgenre ; privilège valide. Discriminations ou privilèges ? La question n'est pas anodine.

Considérer les choses sous la forme de privilège est considérer que la personne qui les possède est avantagée dans la société. Qu'elle bénéficie d'un traitement de faveur. Une personne qui n'est pas victime de sexisme, par exemple, est effectivement privilégiée *relativement* par rapport à une personne qui ne subit ni harcèlement, ni remarque sexiste. Pourquoi le *relativement* est important ? Parce qu'il est ce qui détermine la norme de fonctionnement de la société. C'est cette question de ce qui est la norme qui est également importante. Elle rejoint la question du droit, même bourgeois. Le fait qu'un policier ou une policière, un patron ou une patronne, n'ait pas le même respect des normes selon la personne induit une discrimination, plus qu'un privilège. Si un policier tutoie une personne du fait de son origine sociale, mais soit scrupuleusement respectueux du règlement en face d'une autre ne signifie pas que cette dernière soit, dans l'*absolu*, privilégiée. Juste qu'elle ne subit pas de discrimination. Elle est *relativement* privilégiée, mais *absolument* non-discriminée. Dans les faits, pourquoi, hors jeu sémantique, cette conception est importante ? Parce que ce qui détermine le privilège *absolu* de classe, c'est le traitement au delà de la loi, au delà de la norme. L'impunité, les passe-droits, la possibilité d'être au dessus de la loi, là réside le privilège réel. Il réside d'ailleurs souvent dans le droit coutumier, dans les habitudes, dans les traditions réactionnaires, qui autorisent, sous les yeux bienveillant des autorités, les ratonnades, les agressions sexuelles, les crimes. Il réside dans la non application de la loi face aux criminels bourgeois.

Parler du traitement *normal*, au sens premier du terme, comme d'un privilège *absolu*, c'est ouvrir une brèche dangereuse entre ce qui doit être désiré comme traitement et ce qui constitue un viol manifeste et impuni de la légalité bourgeoise, ironiquement le fait de la bourgeoisie-elle même. Or, ériger la norme en privilège revient à considérer que son application est l'exception, non la règle. Elle revient, quelque part, à capituler dans le projet politique et à demeurer au stade du constat.

Mettant l'individu, sa subjectivité, au sommet de tout, les conceptions postmoderne brisent la lutte des classes, et ne font que clamer que les dominés doivent combattre le fait qu'ils soient reconnus comme tels, qu'ils puissent s'épanouir dans leur situation, mais *jamais* la combattre. Le but du mouvement communiste n'est pas de se limiter à faire une analyse clinique, scolaire, morte, un inventaire des contradictions, mais de comprendre les mécaniques qui les sous-tendent et de trouver la manière de les résoudre, de permettre aux individus non de vivre mieux leur situation, mais bien de la bouleverser. La vision postmoderne met tout sur le même plan : discriminations sociales comme ethniques, discriminations sexistes comme liées à la validité. Or, comprendre les raisons matérielles qui font qu'elles apparaissent ne signifie pas les nier, cela signifie chercher les moyens de les éradiquer. Pire encore, le postmodernisme encourage la perpétuation de la domination, en considérant qu'il ne faut pas combattre les mécanismes que la société capitaliste a ancré dans l'esprit de ses victimes, car cela serait « oppressif. » Cela implique de ne pas poser la question des actes réactionnaires y compris au sein des dominés et des opprimés. Ce n'est pas ce que recherche les communistes, qui mènent la lutte contre toutes les formes de réaction.

Les discriminations sont issues du caractère réactionnaire inhérent à la société capitaliste et inhérent aux idées de la classe dominante. Celles et ceux qui, au regard de la vision bourgeoise de la société, sont hors des normes, ne s'incluent pas dans le schéma de production de marchandises et de reproduction des forces de travail, sont traités comme ayant une valeur inférieure, comme étant des éléments anormaux, comme étant des parias. Car, au final, ces contradictions ne peuvent être isolées de la lutte des classes et de l'organisation économique de la société. Elles en sont les filles naturelles, inéluctables, et existeront tant que la source ne sera pas tarie. Même après cela, les vieilles habitudes, les vieux relents, les résidus de l'ancien monde continueront à les maintenir en vie un temps. Pous-sières de réactionnaires, elles doivent être balayées. Il ne faut pas les nier, ni nier l'importance qu'elles peuvent avoir dans le vécu des individus. Il ne faut pas nier qu'elles traversent les organisations politiques et les organisations communistes notamment, tout comme la lutte des classes. Les nier reviendrait à les accepter comme étant inéluctables. Clamer qu'elles divisent les travailleurs et les travailleuses est une manière stupide de voir les choses. Les luttes de libération nationales, les luttes féministes, les luttes antiracistes ou LGBT+ sont des luttes qui ne créent pas la division, mais qui, au contraire, bien traitées, renforcent la cohésion, la solidarité, la cohérence des opprimés et opprimées, des exploités et exploitées. Elles sont une force pour la lutte, non un frein.

Il existe un travail à faire pour lutter, au sein de nos organisations, dans nos rapports individuels, contre les tendances réactionnaires, contre les relents impérialistes, contre les pratiques oppressives. La lutte est complexe, car les attentes sont nombreuses, alors que les individus sortent d'un moule fait par la société bourgeoise. Il s'agit donc d'un travail de long terme, dans laquelle il peut être important de ne pas être buté sur les aspects tactiques qui servent à résoudre ces contradictions : organisation d'événements ou de réunions non-mixtes par exemples, qui peuvent effectivement permettre une meilleure prise en compte des situations spécifiques, sans pour autant perdre de vue que la résolution de ces contradictions de manière totale ne peut exister sans un changement de société complet. Etant des contradictions au sein du peuple, elles sont le fruit de la lutte des classes et du système d'oppression généralisé par le capitalisme, par l'impérialisme et la société patriarcale. Elles ne sont pas de nature antagonique, elles peuvent se résoudre pacifiquement par l'éducation, par le débat, par l'explication, par la critique et l'autocritique. Cependant, elles peuvent prendre

des tournures dramatiques, et peuvent devenir parfois des contradictions antagoniques. Contre les pogroms, contre les mouvements réactionnaires, contre l'enfermement — maquillé en tradition ou autre — des femmes, le débat n'a parfois plus sa place, et cela se transforme en épreuve de force. Que des individus soient moins discriminés est un fait, mais détruire les privilèges bourgeois ne peut se faire que par des mouvements de défense et de promotion des droits démocratiques. Les privilèges de la bourgeoisie — contrôle de l'économie, captation de la richesse, impunité et possibilité de transgresser sa propre loi tant qu'elle ne lèse pas ses pairs — sont les réels privilèges. Or, la bourgeoisie ne cédera pas d'un pouce sur ceux-ci. Face à un régime « démocratiquement élu », elle transgressera la loi. Face à une mobilisation importante, elle fera le choix de l'écrasement. Face à sa défaite dans un Etat, elle choisira la voie de la guerre. C'est ce qui ressort de tous les regards portés sur l'Histoire de l'humanité. Les classes dominantes se débarrassent des cadres légaux lorsque leurs intérêts sont en jeu.

C'est pour cela que nous devons défendre la Dictature du Proletariat comme moyen de pouvoir réaliser cette transformation de la société. Non par choix, non par fantasme de sang, de pouvoir, de carnage, mais parce qu'il s'agit de la seule voie possible.

LA DICTATURE DU PROLETARIAT, L'ÉPÉE ET LE BOUCLIER.

La dictature du prolétariat est un sujet important, crucial même. Aux yeux de l'*Unité Communiste de Lyon* elle est la ligne de démarcation de notre période de construction politique. Plusieurs documents ont été édités à ce sujet par l'Unité, principalement autour de la brochure dédiée à cette question — *La Dictature du Proletariat* — mais également dans les textes du premier congrès tout comme au sein des brochures sur les bases du communisme et sur le socialisme. Le fait de défendre cette thèse comme n'étant pas une déformation de l'idéologie communiste, mais bien comme étant son noyau dur n'est pas le fruit d'une illumination subite ou d'un désir de pouvoir idéaliste. Les marxistes ne procèdent pas ainsi. Lorsque Marx et Engels ont théorisé cette conception particulière du pouvoir, ce n'était pas en fantasmant sur des fleuves de sang, mais bien en tirant des constats de l'expérience concrète de la lutte des exploités et des exploitées. Pour les militants et militantes qui constituent la grande majorité des organisations communistes — au sens idéologique du terme — cela est également le fruit d'un cheminement et non d'un désir inné pour l'autoritarisme. Les individus qui sont sur cette tendance ne trouvent pas leur place dans les rangs des organisations de combat.

Comment ne pourrions-nous pas comprendre les réticences qui accompagnent l'évocation de cette question politique ? Elles sont nombreuses et sont parfois révélatrices de questions pertinentes. L'éducation bourgeoise, les idées dominantes — imposées par les classes également dominantes, l'historiographie anticommuniste, la charge constante et fulgurante contre les expériences socialistes... Tout concourt à faire de la dictature du prolétariat un tabou total, un crime en puissance, une hérésie. Elle sert de repoussoir envers les progressistes, envers les masses. Il est logique que la bourgeoisie cherche à faire ainsi. Qu'elle cherche à attaquer sans cesse les systèmes politiques qui la menacent. Comme écrit en introduction, cela marche très bien. L'attachement atavique à la démocratie bourgeoise pousse certains, certaines, à préférer Thatcher à Staline, à choisir l'illusion démocratique bourgeoise à la construction du socialisme. Certains positions sont logiques. Il existe une peur des cadres formels et contraignants, notamment chez les

libertaires. La petite structure horizontale rassure, paraît porter en elle les valeurs de démocratie et de confiance. Cependant, nous l'affirmons : il n'existe aucune garantie structurelle contre la déviation. Aucune forme d'organisation ne prémunit contre les risques de dégénérescence. La seule chose qui peut former une défense contre ce risque est la lutte politique, la lutte de ligne au sein des organisations et des structures. Or, c'est là où le bât blesse. Les structures informelles, sans centralisme démocratique — le débat le plus démocratique dans les instances décisionnelles mais l'application la plus stricte des décisions une fois prises —, sans exercice rigoureux et contrôlé des mandats, sans application rigoureuse et contrôlée des décisions, est le théâtre idéal de la déviation droitière. Le flou, l'informel, le doute profite systématiquement aux tendances les plus modérées, aux partisans de la conciliation, aux éléments vacillants, aux portes d'entrées des tendances idéologiques bourgeoises.

Les tendances, les fractions, le libéralisme au sein des organisations politiques — et au sein des formes d'exercice du pouvoir — nuisent à l'efficacité, à l'unité d'action, à la possibilité de poser les débats et les questions concrètes. Elles sont une maladie au sein des organisations. Elles sont mortelles lorsque les enjeux sont importants et vitaux. Contrairement à ce que peuvent clamer les libertaires, nous ne sommes pas partisans du centralisme démocratique par antidémocratie, mais bien parce que celui-ci est bel et bien la forme de démocratie populaire la plus aboutie. Nous nions pas les luttes internes, les lignes qui peuvent s'affronter — expression de la lutte des classes dans les organisations — mais au contraire nous les actons pour pouvoir avoir une prise dessus. Les organisations que ne le font pas, qui entravent la reconnaissance de cet état de fait, se contentent en vérité d'un démocratisme de surface.

La dictature du prolétariat porte en elle deux exigences qui se doivent d'être obligatoirement respectées : la démocratie *la plus large* pour les masses ainsi que leur défense *la plus efficace* contre les menées de la bourgeoisie pour conserver ou reprendre le pouvoir. Le problème étant que l'interaction entre ces différentes exigences entraîne fatalement des contradictions, des difficultés, des conflits parfois. La démocratie prolétarienne n'est pas un vain mot. Contrairement à ce que peuvent prétendre les anticommunistes, la vie en URSS ou en Chine maoïste n'était pas une vie de caserne, une vie carcérale. La bourgeoisie essaie de fausser la vision qu'il est possible d'en avoir en niant toute la vie politique, la vie culturelle, la vie intellectuelle, tous les loisirs, tous progrès sociaux que peuvent avoir apporté le socialisme.

La suppression du gaspillage, le fait de passer progressivement d'une économie anarchique à une planification, sous la houlette du Gosplan, permet de progressivement répondre aux besoins de la société, tout en essayant, au travers du développement harmonieux, de respecter l'environnement. Les chiffres parlent d'eux même. Partie de très bas, l'URSS, en 1939, juste avant la déclaration de la guerre, dépasse la France en terme de PIB par habitant en Parité de Pouvoir d'Achat, sans disposer de colonies, sans surexploitation pour gonfler artificiellement celui-ci. La bourgeoisie caricature l'abolition de la propriété privée des moyens de production. Elle en fait une absence totale de biens de consommation pour les masses. Elle en fait une imagerie de pauvreté. Mais dans les pays bourgeois, la propriété de biens est abolie pour 90% de la population. Location, crédit, dettes, tout cela est une illusion de propriété. En URSS, le plafonnement des loyers à 10% des revenus, la gratuité de la très large majorité des services, tout cela concourait au fait que les masses pouvaient se permettre, pour la première fois de leur vie, de dépenser leur argent non pour survivre, mais bien pour vivre. Les masses populaires, avant écrasées par l'obscurantisme de la religion, par le racisme, par l'antisémitisme, par un patriarcat redoutablement puissant, se libèrent. Elles dé-

couvrent l'exercice réel du pouvoir, au travers des Soviets. Alors que le régime capitaliste ne considère les masses populaires que comme une force de travail, que comme une marchandise, sous la Dictature du Prolétariat, elles découvrent la possibilité de disposer d'une liberté inconnue. Le livre d'André Gide, *Retour d'URSS*, considéré comme une critique acerbe, révèle pourtant une URSS bon enfant, avec ses fêtes ouvrières, ses cours du soir, ses pièces de théâtre en pleine rue.

Une lutte existe, même dans la démocratie populaire, entre les conceptions arriérées et les conceptions avancées, entre réactionnaires et progressistes. Elles ne sont pas sanctionnées par la répression, mais au sein du débat démocratique entre les masses, dans lequel le Parti Communiste soutient les positions avancées. Car contrairement à l'imagerie véhiculée par l'Éducation Nationale et par les pamphlétaires de l'anticommunisme, le Parti Communiste, que cela soit en URSS, en Chine, en Albanie, au Vietnam ... ne contrôle pas toute la société. Les archives de Smolensk, volées par les nazis, ont révélé que, au final, les militants du PC(b)US n'évoluaient pas dans une société ordonnée, totalitaire, mais bien dans une société bouillonnante, vivante, et dans laquelle ils n'avaient pas un contrôle total de l'intégralité des aspects politiques. La lutte contre certaines conceptions, racistes, antisémites, sexistes, a connu des moments aigus, du fait de l'écart entre le Parti et les masses, dans certaines régions. Paradoxalement, la réforme de 1935, qui laissait à la société civile une plus grande place, s'est traduite par des reculs sur un certain nombre de positions, notamment sur l'avortement et l'homosexualité. Non du fait de la décision du Parti, mais bien d'une expression démocratique — mais réactionnaire — des masses populaires, en particulier des Républiques du sud. Pourquoi cela à eu lieu ? Car il y avait urgence à faire bloc, en prévision de la guerre. Faire bloc en prévision de celle-ci, quitte à concéder — temporairement — parut judicieux. L'était-ce ? La question reste en suspens. Mais jeter toute l'expérience sur la base de cette faille serait imbécile. N'oublions pas que, à ce moment tout était expérimental.

L'URSS a traité ces questions d'une manière perfectible, principalement par une impulsion du haut vers le bas. La Révolution Culturelle a tenté de le faire du bas vers le haut. La Révolutionnarisation Albanais l'a fait d'une manière décréliste... Chacune a cherché sa voie pour résoudre les contradictions et poursuivre la lutte des classes. Rien n'est parfait. Mais l'exigence préalable de la perfection sert fondamentalement à botter en touche. Attendre un réveil spontané des masses populaires, un mouvement révolutionnaire qui ne soit pas le fruit du travail de longue haleine d'une organisation politique, cela revient à capituler devant le poids de l'idéologie bourgeoise, devant la force des habitudes, des idées et des conceptions réactionnaires. Considérer que la question du pouvoir ne soit qu'un rapport entre majorité et minorité, cela revient à rester sur des conceptions réformistes de la société. Nous ne sommes pas en faveur d'un Parti d'avant-garde par mépris pour les masses, mais bien parce qu'il est illusoire de croire que la bourgeoisie laissera un mouvement de masse de ce type se développer sans faire appel à *toutes les armes* que lui autorisent non pas sa légalité, mais ses moyens intégraux.

Dans *Le renégat Kautsky et la Révolution Prolétarienne*, Lénine écrivait : « Dès lors, supposer que dans une révolution un peu sérieuse et profonde, c'est simplement le rapport entre la majorité et la minorité qui décide, c'est faire preuve d'une prodigieuse stupidité ; c'est s'en tenir à un préjugé archi-naïf digne d'un vulgaire libéral ; c'est tromper les masses, leur cacher une évidente vérité historique. Vérité selon laquelle il est de règle que dans toute révolution profonde les exploités conservant durant des années de gros avantages réels sur les exploités, opposent une résistance

prolongée, opiniâtre, désespérée. Jamais, si ce n'est dans l'imagination doucereuse du doucereux benêt Kautsky, les exploités ne se soumettront à la volonté de la majorité des exploités, sans avoir fait jouer dans une bataille suprême, désespérée, dans une série de batailles à leur avantage. »

Non seulement, la bourgeoisie supprimera les moyens permettant à la « majorité » de devenir consciente de ses intérêts, mais elle entravera surtout les possibilités pour elle de s'organiser. Et si le pouvoir est pris, de se développer et de construire une société où la résolution des contradictions de classe est possible. La bourgeoisie promet. Elle promet le respect de garanties démocratiques, promet la souveraineté pour le peuple, promet que le jeu de la République n'est pas truqué, que chacun à sa chance et que le meilleur gagne. Or, dans les faits, de petites grèves, de petits troubles entraînent déjà un déchaînement de haine de la part des classes dominantes, au travers de leurs agences de presse, de leurs agences de propagande, mais également de la part de leur forces de répression. Déjà, pour si peu, la légalité est transgressée. Imaginer qu'elle ne le serait pas lorsque la question posée n'est plus économique, mais bien politique, serait se nourrir d'illusions. Pire encore, cela reviendrait à tendre le cou au bourreau.

Jamais un mouvement de « révolution citoyenne » ou de « révolution par les urnes » n'a triomphé dans toute l'histoire de l'humanité. Et pour cause ! Chaque fois que les organisations populaires ont approché de l'exercice réel du pouvoir, la réaction s'est mise en route pour les juguler. Le Front Populaire par les fascistes, le *Frente Popular* de 1936 par les franquistes, celui de 1973 – au Chili – par Pinochet... Etc. Lorsque « la gauche » arrive au pouvoir, comme Mitterrand, comme Hollande, mais également comme le SPD en Allemagne après 1918, ils sont traités comme des laquais serviles par la bourgeoisie. Vacillant, hésitants, lâches, ils sont parmi les plus fidèles et les plus brutaux des agents de la bourgeoisie.

Aujourd'hui, l'exemple de la question de l'indépendance de la Catalogne est à l'avenant : respect de la souveraineté populaire, respect de la question du rapport entre majorité et minorité... Etc. La réaction est celle de l'enfermement, de la mise sous tutelle, de la traque et de l'emprisonnement de celles et ceux qui sont à l'origine de ce mouvement. Il ne fait pas de doute que toute tentative sérieuse de réaliser l'indépendance se heurtera à toute la virulence d'une bourgeoisie madrilène réactionnaire, prête à tout pour conserver son dû. Et encore, ce n'est pas une révolution socialiste ! Contre Octobre, les capitalistes et les impérialistes ont fait feu de tout bois pour écraser dans le sang la Révolution. Guerre civile, blocus, embargo, interventions, terrorisme, sabotage, assassinats, corruption, espionnage... Tous les moyens furent bon pour liquider la jeune Union. Contre la Révolution Spartakiste, l'intégralité des organisations bourgeoises, du SPD au DAP ont fait front derrière les *Frei Korps* pour égorger celles et ceux qui voulaient libérer les masses de l'exploitation. Contre les révolutionnaires de Chine, de Corée, de Cuba, du Vietnam, des pays d'Afrique, partout, la bourgeoisie, les réactionnaires, les fascistes ont usé de tous les moyens possibles et envisageable pour mettre fin aux menaces sur leur ordre.

La bourgeoisie clame que le socialisme de marche pas. Pourtant, elle ne lésine pas sur les moyens pour l'écraser. Elle a ainsi soutenu les plus grandes monstruosité de l'histoire, les a nourris, les a doté des moyens de répandre le sang. Mussolini contre les grèves de 1922 en Italie. Hitler contre la menace du KPD, les obscurantistes de tout poils aujourd'hui contre les tentatives de faire émerger de nouvelles républiques populaires. La bourgeoisie a soutenu les timorés, les défaitistes, les bonapartistes, partout où elle pouvait en trouver, pour caresser dans le sens du poil leurs désirs et leurs craintes. Les droitiers

autour de Boukharine, les Trotskistes, les partisans de Lili-San, de Lin Piao, sont devenus des agents doubles, travaillant dans l'ombre, sabotant, assassinant, espionnant au profit des ennemis de la révolution. Ceux et celles qui ont été effrayés des succès et des avancées du socialisme, ceux qui n'y croyaient qu'à moitié, ceux qui avaient peur se sont réfugiés dans les jupes du SD Allemand, du Kenpeitai Japonais, de la CIA, de l'OSS, du Second Bureau ou du MI5.

Les experts, terriblement nécessaires, en particulier dans un pays arriéré, les chefs militaires, dans un pays menacé, ont chèrement et durement monnayé leur ralliement. Exigeants, rêvant du paradis perdu, voulant se constituer des royaumes intérieurs, ils et elles ont œuvré à l'affaiblissement de la dictature du prolétariat, en se retranchant derrière une conception bourgeoise et réactionnaire de la liberté. Leur victoire, leur restauration du pouvoir, obtenue avec la déstalinisation en URSS, avec l'arrivée de Deng Xiaoping en Chine, n'était pas le fait des excès de la dictature du prolétariat, mais bien de sa trop faible prise. Les compromis, nécessaires, mais coûteux, avaient donné une force immense à ces restaurateurs des inégalités sociales, à ceux qui voulaient entraver l'avancée et l'approfondissement du socialisme. La question de la nécessité de la dictature du prolétariat est une question qui n'est pas « de principe », mais bien de vie ou de mort. Elle est une question qui ne peut être balayée d'un revers de la main, mais qui, au contraire, est centrale. Elle détermine la physionomie politique de l'État prolétarien, elle détermine l'objectif stratégique n°1 de la Révolution, son objectif politique.

Si la légalité, ou la violation de la légalité, par la bourgeoisie a d'ores et déjà été évoquée, reste à évoquer la conception de la légalité du régime populaire et prolétarien.

LEUR LÉGALITÉ ET LA NOTRE.

La bourgeoisie joue un jeu hypocrite. Elle se targue de présenter un modèle neutre, équitable, juste et démocratique. Elle se targue de mettre en avant des valeurs universelles, de traiter d'une manière égale en poids chaque individu. « *Les faits sont têtus* » écrivait Lénine. Et les faits illustrent chaque jour l'étendue de ce mensonge. La société capitaliste est une implacable machinerie à inégalité et à discrimination. Non seulement elle les reproduit, dans l'école « républicaine », mais elle les accentue. Elle creuse le fossé immense entre le prolétariat et la bourgeoisie, elle le rend insondable. La captation sans cesse croissante des richesses, la spoliation toujours plus forte, tout ceci contribue à concrétiser la tendance à la paupérisation, non seulement relative, mais également absolue. La bourgeoisie est toujours plus riche, tandis que le prolétariat est appauvri, en particulier dans les pays dominés par l'impérialisme. La bourgeoisie dit que le jeu fonctionne ainsi, que les courageux et les courageuses, les entreprenants et entreprenantes, sont récompensés. Elle clame que chacun reçoit son dû, que les dés ne sont pas pipés. Elle clame également que le prolétariat, si il parvient à gagner les élections, pourra faire le monde comme il le souhaite. En somme, elle se prétend *fair play*. Pourtant rien n'est plus faux.

La bourgeoisie n'est pas stupide. Elle a conçu l'État bourgeois comme un outil au service de sa domination, au service de son ordre, au service de ses intérêts de classe. La loi est avec elle, la force est avec elle. Elle en détient le monopole, tout en prétendant que ce n'est pas le cas. Dans les faits, croire naïvement que la bourgeoisie peut se laisser retirer ses privilèges sans se lancer dans la guerre est une illusion terrible. La bourgeoisie se moque de la présomption d'innocence. Elle se moque de la rétroactivité des lois. Elle se moque des vices de procédure

et des nullités. Elle applique intégralement l'adage du *si vis pacem, para bellum* pour défendre ses intérêts supérieurs de classe. L'histoire illustre que le sang coule quand les masses se révoltent. Ceux et celles qui pensent que cet Etat se conquiert de l'intérieur, par la réforme, sont condamnés à échouer ou à trahir.

Lénine écrivait : « Nous » disons donc à la bourgeoisie : Vous, exploités et hypocrites, vous parlez de démocratie alors qu'à chaque pas vous dressez des milliers d'obstacles pour empêcher les classes opprimées de participer à la vie politique. Nous vous prenons au mot, et afin de préparer les masses à la révolution, pour vous renverser, vous autres exploités, nous demandons, dans l'intérêt de ces masses, que votre démocratie bourgeoise soit élargie. Et si vous, exploités, tentez de résister à notre révolution prolétarienne, nous vous réprimerons impitoyablement, nous vous enlèverons vos droits politiques; bien plus nous vous refuserons le pain, car dans notre république prolétarienne, les exploités n'auront pas de droits, ils seront privés d'eau et de feu, car nous sommes des socialistes pour de bon.»

Nous ne sommes pas des hypocrites. Nous actons le fait que la lutte des classes est le moteur de l'histoire. Les institutions ne sont pas neutres, les lois, les systèmes de pouvoir non plus. Nous actons que l'État a un contenu de classe. Nous actons également que la bourgeoisie se rebellera, frappera, tuera. Notre légalité n'est pas une neutralité fautive, mais une légalité de lutte des classes aiguë. La légalité de la dictature du prolétariat est une légalité complexe. Elle n'est pas celle d'une forteresse coupée du monde, fonctionnant en autarcie complète, hors de tout danger, comme le présentent les «historiens» du *Livre Noir*. Elle est une légalité qui doit être adaptée à la situation de lutte des classes forte et accrue au sein de l'État prolétarien, mais également en situation de guerre avec l'impérialisme mondial et avec les bourgeoisies dans leur ensemble.

Les rapports ont parfois été pacifiques, parfois brutaux entre les Etats prolétariens et leurs bourgeoisies. Mais à chaque pas que franchit la construction et l'affirmation du socialisme, les différentes fractions de la bourgeoisie ont senti progressivement le sol se dérober sous leurs pieds. Leur rôle social, lié à leur maîtrise de certaines fonctions, de certaines expertises, de certains savoirs, s'est peu à peu effrité, avec l'élévation générale du degré de formation des masses. Contrairement à ce que pensaient une grande partie des marxistes, cela n'a pas contribué à assagir ces cliques, mais à les jeter, au contraire, dans la lutte à corps perdu. L'histoire bourgeoise, là encore, triche. Elle représente les opposants au pouvoir socialiste comme des démocrates défendant les droits de l'Homme, comme de sympathiques individus ayant foi dans une voie meilleure, plus juste, plus humaine. Chez l'intégralité des forces anticommunistes, de «gauche», comme de droite, il réside un consensus sur cette question. Surfant sur la sympathie spontanée qu'il est possible d'avoir pour les opprimés, la bourgeoisie a réussi à faire passer des fascistes, des théocrates, des bourgeois pour des victimes innocentes. Il n'est pas rare de trouver des ouvrages d'extrême-droite sur l'URSS ou la Chine dans les librairies libertaires. Pourtant, c'est mal comprendre les buts que se fixaient ces opposants — restauration du tsarisme, du capitalisme, instauration du fascisme... — et les moyens qu'ils et qu'elles mettaient en œuvre : assassinats et terrorisme.

Lorsque plusieurs personnages centraux de l'URSS étaient assassinés, empoisonnés, avaient des accidents étranges, quand des mines de charbon explosent ou que des barrages menacent de s'effondrer, quand les opposants font front avec les Japonais pour ravager la Chine, le temps n'est plus à la discussion. Les Etats socialistes ont eu à faire face à cette véritable guerre

secrète menée par la bourgeoisie et ses alliés et tout était à découvrir. Les partis communistes et les masses ont expérimenté différentes manières de faire, d'avancer pour résoudre ces conflits, pour mettre fin aux tentatives de restauration faites par les vieilles classes possédantes, tout comme en avançant pour saper les bases matérielles de l'apparition de nouvelles classes bourgeoises. Les «historiens» présentent cela comme une société en guerre ouverte et constante.

La vérité est que la bourgeoisie profite de chaque interstice pour pouvoir avancer ses pions et briser les tentatives du prolétariat pour se libérer de l'exploitation. Chaque relâchement, chaque ralentissement de la lutte a des conséquences terribles. Lorsque, en URSS, à l'approche de la guerre, le Parti Communiste a voulu tempérer la lutte des classes aiguë pour faire bloc contre la menace fasciste, la bourgeoisie, les droitiers, les défaitistes, les liquidateurs ont saisi l'opportunité pour frapper. Djerzinski (1917-1926) et Menjinski (1926-1934) avaient, en tant que dirigeants de la sûreté, agi avec discernement et efficacité, leurs successeurs, choisis parmi les modérés, se sont avérés des dangers complets : Iadoga (1934-1936) et Iéjov (1936-1938). Cette modération fut justement leur faiblesse la plus grande. Elle les a rendu vulnérables à deux maux terribles : la compromission et le traitement bureaucratique des questions. Les deux se sont rendus coupables de collusion avec certaines franges de la bourgeoisie, tandis que le dernier appliqua mécaniquement une répression imbécile, avec une politique de quotas. Ils le payèrent de leur vie l'un et l'autre. A la suite de cette période, il y eut une oscillation dans l'autre sens, rendue nécessaire par l'intenable situation dans laquelle l'URSS s'était retrouvée, du fait des activités de ces agents doubles. Elle vit l'arrivée de Béria (1938-1953), lequel était un individu d'une fiabilité douteuse, mais étant l'opposé complet des précédents. Issu d'un milieu d'une pauvreté affreuse, aventurier détestant la bureaucratie — au début — il a été le fer de lance, avec Vychinski, d'une réponse radicale aux menaces intérieures. La militarisation progressive du NKVD, le commissariat du peuple aux affaires de l'intérieur, notamment avec la création du SMERSH sous la férule de Abakoumov, illustra une nouvelle dérive, laquelle joua un rôle dans l'arrivée au pouvoir de la droite du PC(b)US en 1956, devenant même un outil de répression contre les Léninistes.

Ayant observé cette situation, les proches de Mao ont essayé une voie autre, jouant principalement sur la mobilisation des masses contre les dérives et contre les abus qui pouvaient avoir lieu, se fiant à elles pour déceler et détruire les menaces intérieures. Cette voie a culminé avec la Grande Révolution Culturelle, laquelle devait balayer la poussière de l'ancien monde. Ce mouvement de masse représentait une autre expérimentation, avec des caractéristiques de démocratie jamais vues avant dans le traitement des questions politiques, avec une prise directe des masses populaires sur la question du pouvoir et de la direction politique. Seulement, cette expérimentation n'était pas parfaite non plus, et des faiblesses sont apparues : augmentation du pouvoir de l'armée, déstructuration du Parti Communiste Chinois, épuisement de l'énergie populaire sur le long terme... Si les jugements populaires et les Dazibaos ont été des avancées incontournables dans la démocratie au sein des masses, ils n'étaient pas parfaits non plus. Il n'existe pas de solution idéale. Nombre de courants politiques butent sur cette question, préférant ne rien dire, ne rien faire, plutôt que de prendre le risque de faire quelque chose qui ne soit pas la perfection incarnée. Ils rejettent intégralement les expériences socialistes sur la base de questions de principe, sans comprendre à quoi ils et elles seront confrontés lorsque la révolution sera autre chose qu'une idée.

Nous ne sommes pas aveuglés par les mensonges de la bourgeoisie. Sa démocratie est une démocratie confinée, qui

maquille misérablement une dictature de classe, injuste, impitoyable, sanguinaire. Deux mondes se côtoient, l'un celui des exploités, l'autre celui des exploités. Il n'existe nul consensus possible de l'un vers l'autre, nulle loi commune. Il n'existe que la lutte.

Gagner cette lutte passe par le fait d'acter que des justices d'exception, des justices de guerre sont inévitables. Mais que cette étape, ce chemin difficile, est la voie unique vers l'abolition des inégalités de classe, vers la réalisation d'une société dont la guerre aura été extirpée. Une société juste.

UNE SOCIÉTÉ COMMUNISTE.

Cette brochure est une réponse à chaud à plusieurs évènements qui ont défrayé l'actualité récente. Garde à vue de Nicolas Sarkozy, réforme de la SNCF et attaques contre les droits sociaux, mais également la mise sous tutelle de la faculté de Toulouse le Mirail et les agressions fascistes commises sous les ordres de la président de l'Université Montpellier III Paul Valéry contre les étudiants qui l'occupaient. Nous accordons notre solidarité à toutes celles et ceux qui subissent la répression de la bourgeoisie, des réactionnaires, des fascistes et des impérialistes partout dans le monde. Nous voulons également dire que cette répression est une norme du régime bourgeois, du capitalisme. Elle en est l'enfant naturel, un enfant à géométrie variable en fonction des classes sociales.

